



**DECISION DU DIRECTEUR GENERAL  
DE FRANCEAGRIMER**

DIRECTION INTERVENTIONS  
UNITE AIDES AUX EXPLOITATIONS ET EXPERIMENTATION  
12, RUE ROL-TANGUY  
TSA 50005  
93555 MONTREUIL CEDEX

Dossier suivi par : gestion de crise  
Mail : gecri@franceagrimer.fr

**INTV-GECRI-2017-51  
du 6 juillet 2017**

PLAN DE DIFFUSION :  
DDTM - DRAAF – ETABLISSEMENTS DE CREDIT

MISE EN APPLICATION : IMMEDIATE

**Objet :** La présente décision modifie la décision INTV-GECRI-2016-28 du 3 juin 2016 modifiée par les décisions INTV-GECRI-2016-54, INTV-GECRI-2016-63 et INTV-GECRI-2017-16 relative aux modalités de mise en œuvre du Fonds d'Allègement des Charges (FAC) à destination des éleveurs en difficulté dans le cadre du plan de soutien mis en place par le gouvernement en 2016. Elle a notamment pour objet de prolonger la date de dépôt des dossiers en DDT(M).

**Bases réglementaires :**

- Règlement (UE) n°1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture, dit « règlement de minimis agricole » ;
- Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, dit « règlement de minimis entreprise » ;
- Livre VI, Titre II du code rural et de la pêche maritime. ;
- Décision INTV-GECRI-2016-28 du 3 juin 2016 relative aux modalités de mise en œuvre du Fonds d'Allègement des Charges (FAC) à destination éleveurs en difficulté dans le cadre du plan de soutien mis en place par le gouvernement en 2016.
- Décision INTV-GECRI-2016-54 modifiant la décision INTV-GECRI-2016-28 du 3 juin 2016
- Décision INTV-GECRI-2016-63 modifiant la décision INTV-GECRI-2016-28 du 3 juin 2016
- Décision INTV-GECRI-2017-16 modifiant la décision INTV-GECRI-2016-28 du 3 juin 2016

Mots clés : FAC, élevage , aides de minimis, volet C, 2016, 2017

## **Article 1**

Au point 2.1, à la fin du 1<sup>er</sup> paragraphe est ajouté : « directement ou indirectement »

## **Article 2**

Au point 2.3, paragraphe « Volet C », la phrase suivant est ajoutée à la fin du point 1) des opérations éligibles.

Les opérations de restructuration doivent être contractualisées avant paiement de l'aide (avant transmission du dossier à FranceAgriMer) et au plus tard à la date limite de dépôt indiquée au point 7.

## **Article 3**

Au point 2.4 :

- la définition de l'aide global est modifiée:

Aide globale = volets B* et C du FAC élevage 2.
---

\* de cette décision (dossier déposé avant le 31 octobre 2016 en DDT(M))

- au second paragraphe les termes « échéance annuelle 2016 » sont remplacés par « échéance annuelle restructurée »

- la phrase : « Si le demandeur a bénéficié du volet A du FAC élevage 1 de 2015, le plafonnement se fait sur les annuités 2016 qui seront inscrites dans l'annexe 5. » est supprimée.

- Les notes de bas de page n°1 et 2 précisant les définitions de « récent installé » et « récent investisseur » sont modifiées comme suit :

1-Est considéré comme « récent installé » l'exploitant installé, avec ou sans aide, après le 1<sup>er</sup> février de la 5<sup>ème</sup> année précédant le dépôt de la demande. (exemple : dépôt le 15 juillet 2017 -> installé après le 1<sup>er</sup> février 2012)

2-Est considéré comme « récent investisseur » l'exploitant qui, depuis le 1<sup>er</sup> février de la 3<sup>ème</sup> année précédant le dépôt de la demande, a réalisé des investissements en matière de foncier, de bâtiment ou de cheptel.

## **Article 4**

Le 4<sup>ème</sup> tiret de l'avant dernier paragraphe du point 4.2 est complété comme suit :

- **Pour les dossiers sélectionnés en analyse de risques** (cf. point 4.3.1) l'intégralité des pièces justificatives listées au point 4.1 [et la copie du contrat des nouveaux prêts ou du \(ou des\) avenant\(s\) pour les prêts restructurés et les tableaux d'amortissement correspondants.](#)

## **Article 5**

Le point 7 est modifié comme suit :

Les dossiers de demandes d'aides doivent être déposés complets en DDT(M) au plus tard **le 31 décembre 2017 pour le volet C.**

Les DDT(M) valident les demandes dans la téléprocédure et transmettent à FranceAgriMer les demandes de versement de l'aide au plus tard le **31 mars 2018.**

## **Article 6**

Les autres dispositions de la décision INTV-GECRI-2016-28 du 3 juin 2016 modifiée restent inchangées.

La Directrice générale

Christine AVELIN